MORBIHAN

Arrêté temporaire n°2026AT_1572
Portant réglementation de la circulation

RD 25 et RD 190

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

MADAME LE MAIRE DE LOCMARIA,

MONSIEUR LE MAIRE DE LE PALAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment L. 2213-1 à L. 2213-6l'article L. 3221-4 ;
Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8 ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;
Vu la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;
Vu l'arrêté départemental en date du 26 juin 2026 portant délégation de signature ;
Vu la demande en date du 25/08/2026 émise par SERVICE VALBÉ aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation ;
Considérant que des travaux de curage de lacune sur Locmaria rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 15/09/2026 au 30/09/2026 sur la RD 25 du PR 0+0000 au PR 15+0700 dans les deux sens de circulation et sur la RD 190 du PR 1+0000 au PR 3+0400 dans les deux sens de circulation sur le territoire de BANGOR, SAUZON, LOCMARIA et LE PALAIS ;

ARRÊTENT

Article 1
À compter du 15/09/2026 et jusqu'au 30/09/2026, de 8h00 à 18h00, par dérogation, la circulation de deux tracteurs de plus de 13T immatriculés GX-261-GN, FM-325-VK et d'une remorque immatriculée EL-400-CQ est autorisée sur la RD 25 du PR 0+0000 au PR 15+0700 dans les deux sens de circulation.

Article 2
À compter du 15/09/2026 et jusqu'au 30/09/2026, de 8h00 à 18h00, par dérogation, la circulation de deux tracteurs de plus de 13T immatriculés GX-261-GN, FM-325-VK et d'une remorque immatriculée EL-400-CQ est autorisée sur la RD 190 du PR 1+0000 au PR 3+0400 dans les deux sens de circulation.

Article 3
La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire du chantier seront à la charge du demandeur, SERVICE VALBÉ et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Article 4
Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier.

Article 5
Le directeur des infrastructures et des mobilités, les services municipaux, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à LOCMARIA, le 31/08/26

Madame le Maire de Locmaria

Marie THUILLIER

MAIRIE DE LOCMARIA BELLE-ILE * MORBIHAN *

Fait à HENNEBONT, le _____

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
L'adjoint au chef d'agence Sud-Ouest

Gwenael GALLIC

Signature numérique de Gwenael GALLIC
Date : 2026.09.02 16:09:52 +02'00'

Gwenaël GALLIC

Fait à LE PALAIS, le 1/09/26

Monsieur le Maire de Le Palais

Tibaullt GROLLEMUND

MAIRIE DE LE PALAIS (Morbihan)

DIFFUSION :
- *Monsieur Etienne LECRIVAIN (SERVICE VALBÉ)*
- *Madame le Maire de Locmaria*
- *Monsieur le Maire de Le Palais*
- *GENDARMERIE 56*
- *SAMU 56 LORIENT*
- *SDIS 56*
- *Service d'appui aux politiques d'aménagement*
- *Monsieur le Maire de Sauzon*
- *Madame la Maire de Bangor*

INFORMATIONS IMPORTANTES
Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.
Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naitre une décision implicite de rejet.
Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.
Informatique et liberté : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:
- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.
Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :
- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;

- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.
Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.
Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.
Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données,* vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.
L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou cil56@morbihan.fr.
Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur www.cnil.fr.